



OBJECTIF AFRIQUE

LETTRE D'INFORMATION ÉCONOMIQUE

N° 87 – 20 OCTOBRE 2017

SOMMAIRE

- ▼ ACTUALITE REGIONALE
- ▼ CONJONCTURE
- ▼ ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES
- ▼ PROJETS ET FINANCEMENTS
- ▼ SECTEURS D'ACTIVITES
 - AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE
 - ENERGIE ET MATIERES PREMIERES
 - INDUSTRIE
 - SERVICES
- ▼ ENTREPRISES
- ▼ CARNET ET AGENDA

**PRESIDENTIELLES
AU LIBERIA : LES
CANDIDATS
GEORGE WEAH
ET JOSEPH
BOAKAÏ
SEMBLENT SE
DETACHER**

**PERSPECTIVES DE
CROISSANCE DU
FMI POUR LES PAYS
DE LA ZONE**

**GHANA : REcul DE
L'INFLATION AU
MOIS DE
SEPTEMBRE
A 12,2 %**

**CONGO-
BRAZZAVILLE :
L'ADOPTION DU
BUDGET 2018
CONDITIONNEE PAR
LES NEGOCIATIONS**

**SOUDAN : RETRAIT
DE 223
ENTREPRISES
SOUDANAISES DE LA
LISTE DE L'OFFICE
OF FOREIGN ASSETS**

**NIGERIA : LE
GOUVERNEMENT
APPROUVE LA
VENTE DE TROIS
CENTRALES
ELECTRIQUES.**

**AFRIQUE DE L'EST :
VERS UNE
ACQUISITION DE
CHASE BANK
(KENYA) PAR SBM
(MAURICE)**

**MADAGASCAR :
NOMINATION DU
NOUVEAU
DIRECTEUR
GENERAL D'AIR
MADAGASCAR**

**KENYA : 80 MUSD
DE FINANCEMENTS
POUR M-KOPA
SOLAR**



ACTUALITE REGIONALE

► Perspectives de croissance du FMI pour les pays de la zone

Les perspectives de l'économie mondiale d'octobre 2017 du FMI prévoient une croissance de 0,84 % au Nigéria pour 2017, qui devrait accélérer à 1,9 % en 2018. La croissance ghanéenne en 2017 serait de 5,89 %, contre 3,47 % en 2016. Elle progresserait à 8,86 % en 2018. Toujours selon le FMI, en 2017 la croissance s'établit à 2,57 % au Libéria et à 6,03 % en Sierra Leone. Ces chiffres atteindraient en 2019 3,96 % pour le Libéria et 6,09 % pour la Sierra Leone. Le Nigéria demeure la première économie du continent en 2017, avec un PIB attendu à environ 395 Mds USD. Le Ghana arrive en 11^{ème} position à 45 Mds USD. Le Libéria devrait générer un produit intérieur brut de 2,14 Mds USD en 2017, et la Sierra Leone de 3,89 Mds USD.

✉ julie.lanckriet@dgtresor.gouv.fr

► La CEDEAO veut mettre fin aux frais d'itinérance mobile dans la région

Les ministres des télécommunications de la zone CEDEAO ont validé la fin des frais d'itinérance mobile entre leurs Etats membres, attendue pour 2018. L'une des priorités de la CEDEAO en la matière est le développement d'un réseau haut-débit moderne et fiable. À cet effet, 11 des Etats membres côtiers ont été connectés aux câbles sous-marins avec au moins une station terrestres. Les trois pays enclavés que sont le Burkina Faso, le Mali et le Niger disposent d'au moins deux voies d'accès. La Guinée Bissau est pour sa part en voie de raccordement au câble sous-marin de fibre optique ACE (Africa Coast to Europe), après avoir obtenu un prêt de 31 Mds USD de la Banque mondiale.

✉ pierre-edouard.charpentier@dgtresor.gouv.fr

CONJONCTURE

▼ Budget nigérian : 60 % des dépenses en capital de 2017 reportées sur 2018

Le gouvernement fédéral et le Parlement ont sollicité début octobre le report de 60 % des dépenses de capital inscrites au budget 2017, adopté en mai, sur le budget 2018. Le gouvernement a déclaré à cette occasion qu'1,11 Md USD avait été décaissés à ce jour du budget 2017, qui venaient s'ajouter aux 1,2 Bn NGN décaissés entre janvier et juin, issus du budget 2016, et que 100 Mds NGN supplémentaires devraient être décaissés au mois d'octobre au bénéfice du ministère de l'Énergie et des travaux. Le Président du Sénat, Bukola Saraki, a affirmé que si le taux d'exécution du budget 2017 ne dépassait pas les 50 %, il fallait s'attendre à ce que le budget 2018 soit supérieur à 10 Bn NGN.

✉ julie.lanckriet@dgtrésor.gouv.fr

▼ Standard & Poor's maintient la note de B- pour le Ghana

Standard & Poor's attribue toujours la note de 'B-' à long terme et de 'B' à court-terme pour le Ghana mais a révisé son évaluation des perspectives de « stable » à « positive ». L'accélération de la croissance, sous l'effet de l'augmentation de la production de pétrole, et la mise en œuvre de nouvelles mesures en faveur d'un renforcement des finances publiques seraient susceptibles d'atténuer le risque souverain associé au pays. L'extension récente du programme du FMI devrait également contribuer à l'amélioration du contexte macroéconomique du pays. Pour rappel, les notes de Moody's (« B3 avec perspective stable ») et Fitch (« B avec perspective stable ») sont en phase avec l'appréciation de Standard and Poor's.

✉ virgile.satge@dgtrésor.gouv.fr

▼ Ghana : recul de l'inflation au mois de septembre à 12,2 %

L'inflation aurait diminué de 10 points de base pour atteindre 12,2 % en septembre, après une augmentation de 40 points de base entre juillet et août. Le niveau des prix progresserait de 30 points de base sur les trois derniers mois. En septembre, la Banque centrale du Ghana avait décidé de maintenir son taux directeur à 21 % en réponse aux pressions inflationnistes entraînées par l'accroissement du prix du pétrole et l'introduction de nouvelles taxes au cours de l'été. Le taux d'intérêt moyen sur le marché bancaire local se situe toujours autour de 30%.

✉ virgile.satge@dgtrésor.gouv.fr

▼ Cameroun : l'encours de la dette publique et à garantie publique en hausse de 12,5 % en glissement annuel à 5 464 Mds FCFA (30,6 % du PIB) à fin juin 2017 selon la Caisse Autonome d'Amortissement

Cette augmentation est imputable à l'émission d'un emprunt obligataire sur le marché régional de 165 Mds FCFA en fin 2016 et à la mobilisation de ressources auprès des banques pour le financement d'infrastructures pour la CAN 2019 notamment. La dette publique extérieure atteint 4002 Mds FCFA dont 28,8 % est due aux multilatéraux, 34,4 % à la Chine, 13,6 % à la France et 20,4 % aux partenaires commerciaux. Les nouveaux engagements en 2017 cumulent à 1382,3 Mds FCFA. Les soldes engagés et non décaissés sur emprunts extérieurs atteignent 4906 Mds FCFA à fin juin 2017 (+44 % par rapport à juin 2016).

✉ alix.nembot@dgtrésor.gouv.fr

▼ Congo-Brazzaville : L'adoption du budget 2018 conditionnée par les négociations avec le FMI

Le projet de loi de finances de l'Etat exercice 2018, inscrit à l'ordre du jour des premières sessions budgétaires des deux Chambres du Parlement du 16 octobre 2017, n'a pas été adoptée. Le président de l'Assemblée nationale justifie ce vide par les discussions que le pays a entamées avec le Fonds monétaire international (FMI) pour recadrer sa situation macroéconomique.

✉ ingrid.oramalu@dgtrésor.gouv.fr

▼ Afrique de l'Est : une performance régionale au-dessus de la moyenne subsaharienne selon les perspectives économiques mondiales du FMI

Le FMI a publié la semaine dernière son nouveau rapport sur les perspectives économiques mondiales. Les prévisions de croissance pour l'Afrique de l'Est ont été marginalement revues, sauf pour l'Ouganda, du fait d'un investissement public inférieur aux prévisions, le Kenya, où le prolongement du cycle électoral pèse sur les perspectives, et l'Ethiopie, où le rebond de l'activité serait plus important que prévu. Les prévisions économiques est-africaines restent globalement supérieures à la moyenne subsaharienne.

Perspectives économiques selon le WEO

En %	2016	Prévisions du WEO d'avril		Prévisions du WEO d'automne	
		2017	2018	2017	2018
Burundi	-1,0 (e)	0,0	0,1	0,0 ●	0,1 ●
Comores	2,2 (e)	3,3	4,0	3,3 ●	4,0 ●
Djibouti	6,5 (e)	7,0	7,0	7,0 ●	7,0 ●
Erythrée	3,7	3,3	3,6	3,3 ●	3,6 ●
Ethiopie	8,0	7,5	7,5	8,5 ●	8,5 ●
Kenya	5,8	5,3	5,8	5,0 ●	5,5 ●
Madagascar	4,2 (e)	4,5	4,8	4,3 ●	5,3 ●
Maurice	3,9	3,9	4,0	3,9 ●	4,0 ●
Ouganda	2,3	5,0	5,8	4,4 ●	5,2 ●
Rwanda	5,9	6,1	6,8	6,2 ●	6,8 ●
Seychelles	4,5	4,1	3,4	4,1 ●	3,4 ●
Somalie	3,2 (e)	nd	nd	2,4	3,5
Soudan	3,1 (e)	3,1	3,7	3,7 ●	3,6 ●
Soudan du Sud	-13,8 (e)	-3,5	-1,1	-6,3 ●	-3,4 ●
Tanzanie	7,0	6,8	6,9	6,5 ●	6,8 ●
<i>Afrique subsaharienne</i>	1,4	2,6	3,5	2,6 ●	3,4 ●
<i>Afrique de l'Est/ Océan Indien (ii)</i>	4,5	5,1	5,4	5,3 ●	5,6 ●

Lecture :

● prévision inchangée, ● prévision revue à la hausse, ● prévision revue à la baisse, (e) : estimation

Notes :

Source : WEO (World Economic Outlook), FMI, prévisions d'automne.

Calculs du SER de Nairobi

✉ benoit.gauthier@dgtrésor.gouv.fr

▼ Afrique : forte dégradation des résultats de Shelter Afrique

Shelter Afrique, agence de financement panafricaine dans le secteur immobilier dont 44 Etats africains sont actionnaires, a enregistré des pertes nettes pour le premier semestre 2017 estimées à 2,2 M USD contre un profit de 1,6 M USD un an plus tôt. Cette contreperformance s'explique par une hausse du provisionnement – qui est passé de 2 M USD à 5,6 M USD –, elle-même la conséquence de l'octroi de prêts devenus irrécouvrables. A ce jour, l'agence nécessite d'être refinancée à hauteur de 90 M USD, afin de respecter un ratio d'adéquation du capital de 15 %. L'agence de notation Moody's a par ailleurs suspendu sa notation la semaine dernière, à la demande de la direction de Shelter Afrique. Jusqu'alors, l'agence était évaluée Caa1 soit l'une des notes financières les plus mauvaises.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ Tanzanie : Visite officielle de l'Aga Khan

L'Aga Khan a effectué une visite de deux jours en Tanzanie, au cours de laquelle il s'est notamment entretenu avec le Président J. Magufuli. Le leader spirituel de la communauté ismaélienne a fait plusieurs annonces à l'issue de sa rencontre avec le chef de l'Etat tanzanien, dont notamment l'augmentation de 140 % de la capacité de l'hôpital Aga Khan de Dar es Salam et la construction d'une nouvelle université à Arusha. L'Aga Khan Development Network est très présent en Tanzanie et gère notamment l'un des principaux hôpitaux de Dar es Salaam, une université, de nombreux centres de soins ainsi que des institutions théologiques réparties dans tout le pays.

✉ beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

▼ **Soudan : retrait de 223 entreprises soudanaises de la liste de l'Office of Foreign Assets Controls**

L'Office of Foreign Assets Controls (OFAC) américain, en charge des sanctions de ce pays, a publié le 12 octobre sur son site internet une liste de 223 entreprises soudanaises retirées de la liste des Specially Designated Nationals (SDN). On y trouve entre autres des banques, les principales sociétés pétrolières ainsi que les opérateurs historiques nationaux de transport aérien, Sudan Airways, de chemin de fer, Sudan Railways, et des télécommunications, Sudan Telecommunications. Ce retrait devrait inciter les entreprises étrangères à revenir travailler au Soudan.

✉ olivier.biltz@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ethiopie : vers la privatisation de dix entreprises publiques éthiopiennes**

Le ministre des Entreprises Publiques (MEP), prévoit de privatiser dix des vingt entreprises publiques dont il a actuellement la tutelle. L'enjeu pour le ministère est de privatiser les entreprises qui ne sont pas dans les secteurs prioritaires listés par le gouvernement pour le deuxième plan quinquennal de développement (GTP II), à l'instar d'entreprises du secteur de l'agro-alimentaire. Pour rappel, près de 370 entreprises ont été privatisées depuis la création de l'agence des privatisations en 1994.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

PROJETS ET FINANCEMENTS

▼ **Ethiopie : 10 M USD de la BEI en faveur du secteur privé en Ethiopie**

La Banque européenne d'investissement (BEI) a finalisé début octobre 2017 un engagement de 10 M USD en faveur de Cepheus Growth Capital Fund, un fonds d'investissement qui entend lever 100 M USD et investir dans des petites et microentreprises en Éthiopie. Ce financement est la 2^{ème} contribution la plus importante de la BEI depuis le début de l'année en Ethiopie. La BEI est actuellement en train de finaliser des interventions dans le secteur des services bancaires mobiles, des énergies renouvelables et hors réseau, et des parcs industriels.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

▼ **Maurice : levée de 166 M USD par Afreximbank sous forme de certificats de dépôt en partenariat avec State Bank of Mauritius Group**

Cette levée constitue une première pour la Banque africaine d'import-export et pour le marché financier mauricien avec la cotation désormais de ces certificats à la bourse de Maurice (Stock Exchange of Mauritius – SEM). Cette opération conforte les autorités dans leur stratégie de renforcement de la place de Maurice comme plateforme financière régionale vers l'Afrique.

✉ hugues.reydet@dgtresor.gouv.fr

▼ **Seychelles : inauguration d'un second site d'enfouissement financé par l'UE destiné à réduire la pollution souterraine**

Il s'agit du deuxième projet de ce type visant à réduire la pollution du sous-sol et à protéger l'approvisionnement en eau souterraine. Ce projet d'un montant de 2,6 M USD financé par l'UE, se situe à Providence, sur la côte est de l'île principale de Mahé. Il couvre une superficie de 26 000 mètres carrés. Dans le cadre de la contribution de l'UE à la lutte contre le changement climatique, les Seychelles ont également reçu 3,5 M USD pour la prévention des inondations et la résilience communautaire aux effets du changement climatique sur La Digue, la troisième île la plus peuplée du pays.

✉ hugues.reydet@dgtresor.gouv.fr

SECTEURS D'ACTIVITES

▼ Agriculture et agroalimentaire

▼ Kenya : démarrage de la production de sucre blanc raffiné au Kenya d'ici fin 2017

La société sucrière kenyane *Kibos Sugar Company* va devenir la première société en Afrique de l'Est à produire du sucre blanc raffiné d'ici la fin de l'année. L'usine mise en place a une capacité de production annuelle de 150 000 tonnes. Toutefois, à ce stade, le gouvernement n'a donné une licence de production que pour un quota annuel de 30 000 tonnes. Jusqu'à présent le sucre blanc raffiné était totalement importé et bénéficiait d'un régime d'importation à un taux préférentiel (10 %). L'utilisation du sucre blanc raffiné n'est autorisée que pour la production de produits manufacturés tels que les boissons gazeuses, les confiseries ou le chocolat. Les importations se situent entre 120 et 150 000 tonnes par an.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ Energie et matières premières

▼ Nigéria : le gouvernement approuve la vente de trois centrales électriques.

Trois centrales construites par la NDPHC (Niger Delta Power Holding Company) dans le cadre des NIPPs (National Integrated Power Projects) devraient être bientôt offertes à la vente au secteur privé. Il s'agit des centrales de Calabar (634 MW), d'Omotosho (1076 MW) et de Geregu (506 MW), qui seraient les premières d'une série de dix selon le CEO de NDPHC, M. Ugbo, dans ses déclarations à la presse (*The Nation*, 10.10.17 et *This Day*, 12.10.2017). Dans le même temps, l'Etat de Cross River a signé un MoU avec Siemens pour la fourniture de 750 MW dans les 18 prochains mois (*The Punch*, 12.10.2017). Pour rappel, d'après *The Premium Times*, les capacités de production au Nigéria atteignaient 6800 MW en août.

✉ pierre.decoussy@businessfrance.fr

▼ Tanzanie : nouvelle estimation des réserves d'hélium dans la grande vallée du Rift

Une étude commanditée par la société *Helium One* montre que les réserves d'hélium près du lac Rukwa (sud-ouest) au sein de la grande vallée du Rift tanzanienne sont près de deux fois supérieures à la première estimation réalisée en juin 2016, soit 98,6 BCF contre 54 BCF lors de la précédente estimation. La société *Helium One* prévoit un démarrage de la production avant la fin d'année 2020, soit quelques mois après la fin programmée de la production des Etats-Unis - aujourd'hui premier producteur mondial - dans la *Federal Helium Reserve* située dans l'état du Texas.

✉ beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

▼ Kenya : autorisation de forage de deux puits de gaz naturels à Lamu

L'Autorité nationale pour la gestion de l'environnement au Kenya (NEMA) a autorisé la compagnie *Zarara Oil&Gas Ltd* à démarrer le forage de deux puits de gaz naturel sur l'île de Pate, au large de la côte de Lamu. Il s'agit du projet Pate 2, Pate 1 ayant été abandonné en 1971 suite à l'absence constatée de pétrole. Les permis courent jusqu'en 2019. Selon la direction de la NEMA, *Zarara* doit entreprendre des forages exploratoires pour un coût estimé à 159 MUSD. Le gouvernement souhaite accélérer la production de gaz destiné au secteur électrique. La Tanzanie est pour l'instant le seul pays de la région à utiliser du gaz naturel pour générer de l'électricité.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ Ouganda : entrée de l'entreprise nigériane Oranto Petroleum Ltd sur le marché ougandais

La société nigériane *Oranto Petroleum Ltd* a remporté deux accords de partage de production et deux licences d'exploration, de développement et de production pétrolière sur le bloc Ngassa dans l'ouest de l'Ouganda. L'entrée d'Oranto en Ouganda fait suite à l'attribution par le gouvernement d'un autre contrat de partage de production, d'une licence d'exploration, de développement et de production à la société australienne *Armor Energy* le 14 septembre dernier. Ces derniers accords portent sur le bloc de Kanywataba dans le district de Hoima, près de la République démocratique du Congo. La ministre de l'Energie et du Développement minier a indiqué lors de la cérémonie de signature que les deux permis d'exploration couvraient 410 km² pour les quatre prochaines années.

✉ hocine.mourchid@dgtresor.gouv.fr

▼ Industries

▼ Le Nigéria réaffirme la fabrication locale dans le secteur pharmaceutique

Le gouvernement souhaite interdire le commerce de médicament en vente libre, afin de limiter la contrefaçon de médicaments, qui représente un manque à gagner estimé par la NAFDAC à près d'1 Md USD pour l'industrie pharmaceutique nigériane, des centres de distribution seront mis en place dès janvier 2019, en coordination avec les industries habilitées par l'Agence Nationale de Contrôle des Produits Pharmaceutiques (NAFDAC). D'après le cabinet américain IMS Health, le secteur pharmaceutique au Nigéria devrait croître de 8,8 % d'ici à 2020. Il constitue d'ailleurs le premier poste d'exportations françaises au Nigéria (61,8 %) avec des ventes en progression de 18,3 % au premier semestre 2017 (soit 431,4 M EUR).

✉ perrine.guerin@dgtresor.gouv.fr

▼ Congo-Brazzaville : mise en place du Comité national d'orientation des Zones économiques spéciales

Le projet de décret portant création du Comité national d'orientation des Zones économiques spéciales (ZES) a été adopté lors du Conseil des ministres du 17 octobre. Prévu par la loi n°24-2017 du 9 juin 2017 portant création des ZES, ce comité a pour mission de fixer les orientations générales pour l'élaboration et la mise en œuvre de la politique d'aménagement des quatre (4) ZES du Congo. Il est composé des différents ministères dont les activités participent au processus d'aménagement de ces zones et structuré autour d'une Coordination et d'un Secrétariat permanent dirigés par le ministre en charge des ZES, sous l'autorité du président de la République.

✉ ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr

▼ Ouganda : production de produits transformés à partir de l'or lancée par l'African Gold Refinery

L'African Gold Refinery a produit le premier ensemble de pièces d'or en Ouganda, une première pour le marché local, alors que ces produits finis étaient jusque-là principalement importés du Moyen-Orient. L'entreprise, détenue par des actionnaires belges, serait la première raffinerie d'or à grande capacité en Afrique subsaharienne et devrait également bientôt débiter la production de lingots d'or et de bijoux. La production de ces produits finis devrait notamment contribuer à la baisse des importations de bijoux et créer une nouvelle strate dans la chaîne de valeur aurifère de l'Ouganda.

✉ hocine.mourchid@dgtresor.gouv.fr

▼ Services

▼ Ghana : la croissance du transport de fret stagne

Selon les chiffres publiés par la Ghana Shippers Authority (GSA), le volume de transport de fret au cours du T1 2017 n'aurait connu qu'une augmentation de 0,24 % par rapport au T1 2016 et stagnerait ainsi à 4,8 M de tonnes. 66,2 % de ces flux seraient acheminés par le port de Tema, et 33,8 % par celui de Takoradi. Le commerce de transit aurait diminué de 36,62 %, passant de 299 000 à 189 000 tonnes. Cette décrue serait contrebalancée par une augmentation de 2,67 % du commerce d'import/export à 4,65 M de tonnes. La GSA prévoit une augmentation de 4,6 % du volume de fret en 2017, malgré la stagnation enregistrée au T1. L'optimisme des autorités serait en partie basé sur le rebond du commerce Chine-Afrique au T1 (+16,8 %).

✉ virgile.satge@dgtresor.gouv.fr

▼ Gabon : mise en service du nouveau terminal à conteneur d'Owendo

Le nouveau port international d'Owendo (NOIP) a été inauguré le 14 octobre dernier. Cet investissement de 181 Mds FCFA, entièrement financé par Olam International, s'inscrit dans le cadre d'un Partenariat avec l'État gabonais. STCG, filiale à 100 % de Bolloré depuis le rachat de Necotrans, déjà titulaire de la concession du terminal à conteneur existant, sera l'opérateur de l'activité conteneur du nouveau port, GSEZ Ports, filiale de GSEZ (Olam / Etat gabonais / AFC) assurera la manutention des marchandises conventionnelles et de vrac solide et liquide (huile de palme).

✉ aline.quenet@dgtresor.gouv.fr

▼ Afrique de l'Est : vers une acquisition de Chase Bank (Kenya) par SBM (Maurice)

La Banque centrale du Kenya a annoncé avoir reçu une offre sans engagement pour le rachat de Chase Bank, mise sous tutelle en avril 2016, par le groupe bancaire mauricien State Bank of Mauritius (SBM). La transaction, qui doit encore être faite fait l'objet d'une procédure de due diligence par la SBM, consisterait en la reprise d'une partie du bilan de Chase Bank. Cette acquisition serait la deuxième pour SBM au Kenya, puisque la banque mauricienne a acquis la banque de Tier III Fidelity Bank en mai 2017. Ces acquisitions s'inscrivent dans la stratégie de développement à l'international du groupe, notamment en Afrique de l'Est. Fin 2016, le bénéfice net de SBM s'est élevé à 70 M USD, en hausse de 45 % par rapport à 2015.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ **Tanzanie : fin de la construction d'un nouvel hôtel de luxe à Dar es Salam**

La construction de l'hôtel de l'entreprise émiratie *Rotana Hotel Management Corporation PJSC* à Dar es Salam est en passe d'être achevée. L'hôtel, qui offre 254 chambres réparties sur 24 étages, est évalué à 32 M USD. Le bâtiment a été construit grâce à une *joint-venture* entre la *Mwalimu Nyerere Foundation*, qui détient les terrains, et l'entreprise *CRJE Estate Ltd*, société détenue à 100 % par la *China Railway Jianchang Engineering Company*. L'hôtel sera géré par l'entreprise émiratie *Rotana*, qui souhaite développer un format 5 étoiles, une gamme hôtelière pourtant déjà répandue dans la capitale économique tanzanienne.

✉ beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

ENTREPRISES

▼ Cameroun : Catastrophe d'Eseka : 711 dossiers d'indemnisation validés par Camrail

Les membres du Comité interministériel des infrastructures ferroviaires (Comifer) ont évalué le 12 octobre 2017, l'évolution des indemnisations tout en se penchant sur la sécurisation et le développement du secteur. Près d'un an après la catastrophe ferroviaire d'Eseka, le transporteur Camrail, filiale du groupe Bolloré, a déjà validé 711 dossiers d'indemnisations. Sur les 332 dossiers de blessés évalués, 259 ont été, pour l'instant, retenus. En outre, 581 personnes ont déjà bénéficié des avancements de fonds pour des préjudices sociaux. Des accords pour proposition d'indemnisation ont été validés pour 36 des 80 personnes décédées dans le drame.

✉ evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr

▼ Kenya : 80 MUSD de financements pour M-Kopa Solar

La société M-Kopa Solar, une société kényane qui distribue de l'énergie électrique à la demande via l'installation de kits solaires, a levé 80 M USD auprès d'investisseurs publics et privés. Stanbic Bank of Kenya a apporté 9 M USD, et a collecté 46 M USD auprès de d'investisseurs institutionnels, dont les fonds néerlandais et norvégiens de financement du développement et le CDC. Par ailleurs, 25 M USD ont été apportés par des investisseurs privés, dont ResponsAbility. Cette levée permettra à M-Kopa de financer son expansion en Afrique de l'Est, alors que la société est déjà présente dans trois pays (Kenya, Tanzanie et Ouganda).

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ Madagascar : nomination du nouveau directeur général d'Air Madagascar

Rolland Besoa Razafimaharo a été nommé à la tête de la compagnie Air Madagascar le 12 octobre, dans le cadre de l'accord de partenariat stratégique entre Air Madagascar et Air Austral signé le 9 octobre. Sa candidature était proposée par Air Austral. Après une vingtaine d'années passées au sein d'Air Madagascar dont 4 ans en tant que directeur général entre 1996 et 2000, M. Besoa Razafimaharo a par la suite occupé le poste d'Ambassadeur de Madagascar au Canada et représentant auprès de l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale (OACI). Sa mission sera de mettre en œuvre le plan d'affaires établi par Air Austral visant le redressement d'Air Madagascar en trois ans, ainsi que le développement de la flotte et de nouvelles lignes.

✉ eric.noitakis@dgtresor.gouv.fr

CARNET ET AGENDA

▼ **Présidentielles au Libéria : les candidats George Weah et Joseph Boakaï semblent se détacher**

Plus de 2 M d'électeurs libériens étaient appelés aux urnes mardi 10 octobre, jour des élections présidentielles nationales mais également en vue du renouvellement des 73 sièges de la Chambre des représentants. A ce stade et selon des résultats partiels provisoirement diffusés par les radios, les deux favoris seraient le vice-président sortant, Joseph Boakaï et le sénateur George Weah, ancien footballeur professionnel et ballon d'or 1995, battu par l'actuelle Présidente, Ellen Johnson Sirleaf au second tour de l'élection présidentielle de 2005. Ainsi, de l'analyse de plusieurs spécialistes, un second tour serait probablement nécessaire pour départager George Weah et Joseph Boakaï.

✉ aristide.gasangwa@dgtresor.gouv.fr

▼ **Djibouti : organisation d'une foire commerciale internationale en décembre**

Du 3 au 7 décembre 2017, Djibouti organisera à l'occasion du 110^e anniversaire de la création de la Chambre de Commerce de Djibouti une foire commerciale internationale sur "l'investissement privé dans les infrastructures pour une meilleure intégration régionale en Afrique de l'Est". Un forum régional sur les investissements privés dans les infrastructures aura lieu du 4 au 5 décembre et un comité conjoint tripartite Djibouti-Ethiopie-France sera créé. Cette initiative est soutenue par le programme français de renforcement des capacités commerciales mis en œuvre par l'AFD.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

Les analyses et commentaires développés dans cette publication n'engagent que leurs auteurs et ne constituent pas une position officielle du MEAE ni des ministères économiques et financiers.

La lettre d'information économique est réalisée conjointement par la **DIRECTION AFRIQUE ET OCEAN INDIEN** du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et par la **DIRECTION GENERALE DU TRESOR** du ministère de l'Economie et des Finances.

Contacts

Objectifafrique.DAOI@diplomatie.gouv.fr
anne.cussac@diplomatie.gouv.fr
tresor-communication@dgtresor.gouv.fr

Remerciements à :

l'AFD, Business France, CCI France International, CCI Paris-Ile de France, CMS Bureau Francis Lefebvre, Conseil français des investisseurs en Afrique, Conseillers du commerce extérieur de la France, Conférence permanente des Chambres de commerce africaines, Expertise France, Gide, Maison de l'Afrique, Croissance Peace et MEDEF International pour leur contribution à la réalisation et la diffusion d'Objectif Afrique.

Contributions :

Vous souhaitez contribuer à Objectif Afrique ?

Pour une contribution en provenance de France, envoyez votre article à : objectifafrique.daoi@diplomatie.gouv.fr

Pour une contribution en provenance d'Afrique, envoyez votre article au chef du service économique de l'ambassade du pays concerné (prenom.nom@dgtresor.gouv.fr; liste des services économiques par pays : <http://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays>)

AVEC LE CONCOURS DE :

